

Les 138 employés de l'usine Signature Aluminum Canada, située au 305, boulevard Curé-Labelle, à Sainte-Thérèse, sont en état de choc. Le 8 mars dernier, ils ont tous reçu, de la part du directeur général de l'entreprise, Dale Campbell, un avis de fermeture complète des activités de l'usine.

En arrêt de travail depuis le 11 décembre 2010, les dirigeants de Signature Aluminum Canada avaient procédé à une mise à pied temporaire de leurs 138 ouvriers pour la période des fêtes, une situation qui n'avait rien d'inquiétant pour les travailleurs. «Ce n'est pas rare que l'usine ferme ses opérations pour le temps des fêtes. Il n'y avait rien pour nous mettre la puce à l'oreille», explique Gilles Rolland, ex-employé de l'usine.

Ce n'est qu'en janvier que les dirigeants de l'usine ont informé les travailleurs de la situation financière précaire de l'entreprise. «L'employeur a annoncé aux représentants du syndicat son intention de maintenir l'usine fermée tant que nos membres n'auraient pas accepté de concessions salariales importantes», explique Louise Jetté, présidente du Conseil central des Laurentides de la CSN.

Dans la même période, Signature Aluminum Canada, qui possède deux autres usines en Ontario, à Richmond et à Pickering, s'est placée sous la Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies devant la Cour supérieure de l'Ontario, le 29 janvier 2010. Dans la lettre adressée à l'ensemble des travailleurs, Dale Campbell va plus en profondeur. «Cette protection a maintenant été prolongée jusqu'au 14 mai 2010», peut-on lire dans la lettre dont le Nord Info a obtenu copie.

En janvier et février, les représentants du syndicat ont multiplié les assemblées dans le but d'en arriver à une offre viable pour l'employeur. «Nous étions prêts à faire des concessions salariales et accepter une diminution de salaire de 20 %», a indiqué le conseiller syndical Stéphane Côté.

Pour les travailleurs, il était clair que les dirigeants de l'usine cherchaient une façon de repartir la production. «Ils nous disaient qu'ils étaient en train de négocier avec un acheteur et qu'il fallait que les employés acceptent des compromis pour intéresser le futur acheteur», explique Gilles Rolland, représentant du syndicat de Signature.

Dans la lettre envoyée aux employés, il est mentionné que Signature a reçu cinq offres provenant soit de liquidateurs qui n'étaient pas intéressés à poursuivre les opérations, soit d'acheteurs qui étaient intéressés à exploiter une seule des usines. Aucun offrant n'était prêt à poursuivre les opérations des usines de Richmond ou de Sainte-Thérèse.

Selon les informations obtenues, il semble que les acheteurs se soient désistés à la dernière minute. «Les employés ont en moyenne 15 ans d'expérience dans l'usine. Ce sont des gens très qualifiés», précise Stéphane Côté, qui lance un appel aux gens d'affaires intéressés à acheter l'usine pour relancer les opérations.

Selon le député de Groulx, René Gauvreau, la fermeture de l'usine a toute l'apparence d'un scénario prémédité. «J'ai su cette semaine que le bureau du ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation, Clément Gignac, a logé deux appels pour offrir de l'aide aux dirigeants de l'usine, des appels qui n'ont pas été retournés», confie le député.

Même son de cloche pour la Société de développement économique Thérèse-De Blainville (SODET-CLD). «On appelle nos industries une fois par année pour connaître leur situation. Personne ne nous a informés. J'apprends la nouvelle de la fermeture à l'instant», de mentionner Charles Le Borgne, lors d'un appel téléphonique logé jeudi, en après-midi, précisant qu'il sera difficile de trouver une solution étant donné la situation. Pour le moment, il semble que les principaux moules ont été vendus à une usine aux États-Unis.

L'usine de Signature Aluminum Canada a été construite en 1954. Elle a été vendue à quatre reprises. Avant la fermeture, elle possédait un chiffre d'affaires de 50 à 100 millions annuellement et produisait 18 millions de livres d'aluminium.